

(Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 41 aux Journaux)

M. Reid, du comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts, présente le troisième rapport dudit comité, dont voici le texte:

Le Comité a étudié le Bill S-5, Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des télécommunications transmarines, et est convenu d'en faire rapport sans modification.

Un exemplaire des procès-verbaux et témoignages relatifs à ce bill (*fascicule n° 15*) est déposé.

(Les procès-verbaux et les témoignages joints audit rapport sont enregistrés à titre d'Appendice n° 42 aux Journaux)

M. Trudeau, membre du conseil privé de la reine, dépose à la Chambre, — Copies corrigées, en français et en anglais, d'un document intitulé: «Projet d'accord unanime, Conférence constitutionnelle, février 1969».

M. Mather, appuyé par M. Gilbert, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill C-176, Loi réglementant l'activité des démarcheurs parlementaires, qui est lu une première fois, dont l'impression est ordonnée et dont la deuxième lecture est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

En conformité de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 766—*M. St. Pierre*

1. Combien d'employés du gouvernement fédéral vivaient au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest durant la dernière année pour laquelle on possède une statistique complète?
2. Quel a été le montant total des traitements, cette année-là, de ces employés?
3. De ce total, à combien se chiffraient l'indemnité de résidence dans le Nord et les autres indemnités semblables?
4. Quelle était la valeur des habitations gratuites ou subventionnées, du chauffage gratuit ou subventionné et des autres avantages semblables fournis par le gouvernement fédéral à ses employés dans ces régions?

N° 1091—*M. Skoberg*

1. Le gouvernement du Canada a-t-il accordé de l'aide financière à la *Douglas Aircraft Company of Canada* depuis sa fondation en 1965 et, dans l'affirmative, dans quels buts et sous quelles conditions?
2. Le gouvernement du Canada considère-t-il la possibilité d'accorder de l'aide financière à cette compagnie et, dans l'affirmative, sous quelles conditions et dans quels buts?

N° 1248—*M. Robinson*

1. Quelle est la position du gouvernement fédéral vis-à-vis de l'Organisation des mesures d'urgence?
2. Combien de sous-sections de l'OMU sont établies au Canada?